

Le Quotidien du Peuple

Quotidien marxiste-léniniste

VENDREDI 22 FEVRIER 1980 - No 36 (Nouvelle série)

Commission paritaire N° 56 942

Tél. 205.51.10

2F

Nouveau projet de convention pour la Sécurité Sociale

LE DROIT A LA SANTE EN QUESTION



Lire en page 7

Contre Barre et les siens

Nos luttes ne seront jamais excessives

Lire notre éditorial page 3

Cambodge-Afghanistan : le dénominateur commun

Lire en page 2

Non à la fermeture de Rhodia-Vaise

Lire en page 8

Le PCF crée un « comité de défense des libertés et droits de l'homme en France et dans le monde »

Contre-feu d'un Marchais sur la défensive

Moins de deux mois après l'invasion soviétique en Afghanistan, et à un moment où se renforcent les interrogations sur la véritable nature de l'URSS, le PCF se lance dans la création d'un « Comité de Défense des libertés et droits de l'homme en France et dans le monde ». C'est ce qu'a annoncé Marchais lors d'une conférence de presse tenue mercredi.

A entendre les propos de Marchais, la fonction de ce Comité paraît évidente : en dénonçant à juste titre les crimes de l'impérialisme, il s'agit de faire oublier la réalité de la politique soviétique. De fait, Marchais a dressé un vibrant hommage à l'URSS de Brejnev, là où « les libertés sont le mieux défendues »...

Le secrétaire général du PCF, et président du nouveau comité, l'a dit : ceux qui ferment les yeux sur les crimes des impérialismes américains ou français sont disqualifiés pour parler des « droits de l'homme » et des libertés. Mais que dire de ceux qui se rejouissent de l'agression militaire contre le peuple Afghan, que dire de ceux qui dissimulent la réalité des pays de l'Est ?

Lire en page 4

Après l'assassinat d'un jeune immigré à Vitry : une forte mobilisation

Lire en page 3

Paris : plusieurs milliers pour la régularisation des sans-papiers

Lire en page 3

AFGHANISTAN : REPRESAILLES SOVIETIQUES CONTRE TROIS VILLAGES

Selon les informations d'un témoin, parvenues en Inde, les forces blindées soviétiques auraient détruit 3 villages et tué plus de 300 personnes, en représailles contre les actions des rebelles afghans.

Ces représailles auraient eu lieu depuis le 9 février, près de la ville de Baghlan, dans la province du même nom, au nord-est du pays.

Selon le témoin, des chars russes ont pointé leurs canons sur le village de Khwajkhan, à un kilomètre de la ville, provoquant des destructions systématiques et la mort de plusieurs personnes.

Une autre mesure de représailles contre des civils a fait 300 morts, à dix kilomètres de Baghlan, 50 à 60 maisons ont été détruites et le bétail tué.

A Baghlan même, des soldats soviétiques ont ouvert le feu le 14 janvier contre le bazar de la ville, tuant un nombre indéterminé de personnes, en représailles après l'attentat (organisé par les guérilleros) qui a coûté la vie au vice-gouverneur de la province.

Enfin, un troisième village aurait été détruit par l'occupant soviétique sur la route stratégique venant de Baghlan et menant en URSS.

Il y a quelques semaines, quand le massacre de Kerala avait été révélé, les défenseurs de l'URSS avaient déclaré que la responsabilité en incombait entièrement à Amin, qui n'était pourtant pas à l'époque chef du pays. Mais, aujourd'hui qu'Amin est mort et que l'armée soviétique occupe le pays, quel bouc-émissaire trouveront donc les défenseurs de l'invasisseur, pour dissimuler la responsabilité de l'armée soviétique ?

Mais, aussi cruel soit l'occupant, la résistance ne faiblit pas pour autant. Selon un porte-parole du mouvement islamique, les résistants se sont emparés de l'aéroport de Faizabad, au nord du pays, tandis que les troupes afghanes et soviétiques lançaient, le 16 février, une grande opération terrestre et aérienne contre les positions des rebelles, à l'est du pays.

Dans la province de Laghman, proche du Pakistan, les résistants afghans se seraient emparés de la ville d'Ali-Shang, après que les soldats afghans aient tué les conseillers militaires soviétiques puis déserté.

Claude LIRIA

Iran : quel front veut construire Bani Sadr ?

Suite et fin de l'interview de Paul Vieille, ethnologue, sociologue et chercheur au CNRS, co-auteur avec Bani Sadr (actuel président de la République islamique d'Iran) du livre «Pétrole et violence»

Propos recueillis par Frank ROUSSEL

Quel est le projet de Front de Bani Sadr ? S'agit-il d'un front anti-impérialiste ?

Bani Sadr n'a pas une représentation de la société iranienne comme d'une société de classes. Le problème essentiel, pour lui, c'est la lutte contre l'impérialisme. Ce qu'il va chercher à rassembler ce sont les organisations qui sont avant tout anti-impérialistes et qui veulent reconstruire l'Iran. Il va s'appuyer essentiellement sur des organisations de jeunes. Ce n'est pas une question d'âge, mais c'est la jeunesse qui s'est dressée contre le Shah, qui a fait la

révolution, ce sont des gens qui sont contre l'impérialisme. C'est un front « nationalitaire », anti-impérialiste, si vous voulez, mais aussi pour la construction de l'Iran.

Le problème qu'on peut se poser, c'est de savoir quelles sont les conditions sociales qui sont nécessaires à l'intérieur pour que cette reconstruction se fasse. Mossadegh avait essayé d'éviter le problème en disant que l'essentiel était la lutte contre l'impérialisme, « ne luttons pas à l'intérieur contre l'aristocratie, contre les bourgeois compradores », etc. Bani Sadr reproche énormément à Mossadegh cette

erreur, et ses complaisances à l'égard du Toudeh. De la part de Bani Sadr, il n'y a pas cette tentation du compromis (la situation, il est vrai, a changé en Iran). S'il veut reconstruire le pays, il est obligé de s'appuyer sur les masses. Peut-être inclura-t-il dans son Front les Feddayin, les Moudjahidjin, mais certainement pas le Toudeh, qui n'a pas hésité à s'allier aux ayatollahs les plus réactionnaires et a appelé à voter pour Habibi. Je ne peux pas dire avec quelles forces politiques exactement Bani Sadr s'alliera, mais il cherchera à constituer un Front populaire « nationalitaire » en acceptant toutes les implications sociales que cela nécessite.

Dans ces révolutions « nationalitaires », il y a toujours un aspect volontariste. Il y a un projet, et les classes sociales se déterminent en fonction de ce projet. En Algérie, il y a un projet : développer la grande industrie, doter le pays en priorité d'une industrie lourde. A partir de là s'est reconstituée une classe, partie de la petite bourgeoisie, mais une classe différente, avec une certaine représentation des rapports de classe. Une nouvelle classe dirigeante va se constituer en Iran.

Il est certain que le grand problème de l'Iran aujourd'hui, comme le disait Bani Sadr, il y a quelques jours dans un éditorial, c'est de trouver des alliés dans le

monde en dehors des Etats-Unis et de l'URSS.

Si l'Iran arrive à jouer entre les contradictions qui divisent les impérialismes entre eux, elle viendra à s'en sortir, et dans ce sens, la conjoncture actuelle lui est favorable.

La France, — je crois d'ailleurs en accord avec les Américains — essaye de prendre la place des Etats-Unis en Iran. L'Iran comme tout pays du tiers monde ne peut se passer de l'aide technologique accidentale. Dans quelques mois, en particulier dans le cadre du développement de la pétrochimie, ce problème risque de se poser en termes aigus.

Bon nombre de cadres iraniens qui avaient boudé la révolution iranienne commencent à revenir sur leur position et remettent en cause l'hostilité qu'ils ont eue à l'égard de Bani Sadr, en disant : il a été élu avec 75 % des voix, ça n'est pas rien, le peuple lui a manifesté sa confiance. Il y a un certain nombre d'intellectuels qui ne reviendront jamais, ils auraient pu être récupérables, utiles à leur pays. Certains intellectuels n'ont pas compris la réalité iranienne, et ont été complètement occidentalisés.

Bani Sadr et sa définition du Front

Bani Sadr et sa définition du Front : « Je voudrais en revenir au problème de l'organisation. Peu avant la mort de Taleghani, pour répondre à l'attente révolutionnaire des jeunes, nous étions en train de créer un Front. Non pas un parti — en Iran ça ne réussit guère — mais un Front réunissant les tendances qui veulent un changement révolutionnaire. Et, je proposais qu'au sein de ce front soit adopté le principe de la libre discussion, non pas pour le plaisir de discuter avec les marxistes ou avec d'autres, mais afin que puissent s'exprimer les forces progressistes de la jeunesse et qu'ainsi soit créé un mouvement puissant. La plus grande difficulté que nous rencontrons est que les intellectuels laïcs n'ont pas compris la signification de la révolution, la nature de la force révolutionnaire. »

Extrait d'une interview parue dans *Peuples méditerranéens* de décembre 1979.

* « Nationalitaire » : Paul Vieille utilise à dessein ce concept, plutôt que « nationaliste » qui fait référence pour lui à l'expansionnisme des puissances impérialistes.

La question kurde

En mars 1979, Bani Sadr, en sa qualité de membre du Conseil de la Révolution avait fait partie d'une délégation conduite par l'ayatollah Taleghani, désigné pour mener des pourparlers avec le mouvement autonomiste kurde. Il impute l'échec de ces négociations à l'inertie du gouvernement Bazargan : « La bureaucratie a laissé pourrir les choses jusqu'à ce que l'abcès crève » devait-il déclarer à cette occasion. Depuis qu'il a été élu président de la République, Bani Sadr a précisé sa position dans un éditorial du journal qu'il dirige : « Révolution islamique ».

Dans ce texte, il lie la question agraire à la question nationale au Kurdistan et reproche à certains groupes comme les « Feddayin du peuple » de s'être servis du Kurdistan pour en faire une base de guérilla dirigée contre le pouvoir central. Il termine en lançant un appel aux *musulmans kurdes* pour qu'ils soutiennent l'action du gouvernement. Bani Sadr a une position proche de celle de Khomeiny sur le Kurdistan, ce dernier s'est prononcée en faveur de l'autogestion au Kurdistan, ce qui diffère du statut d'autonomie revendiqué par certaines organisations kurdes, dont le PDKI.

Cambodge-Afghanistan : le dénominateur commun

Lorsque les troupes vietnamiennes ont envahi le Cambodge, il y a maintenant un peu d'un an, la propagande soviéto-vietnamienne se fit fort de justifier l'intervention : le Cambodge, n'est-ce pas, c'était un « cas » un peu spécial, une sorte d'« exception », puisqu'il s'agissait selon la logique de Hanoi et de ceux qui s'en font l'écho, de renverser un « régime tyrannique et sanguinaire ». Mais aujourd'hui, pratiquement un an jour pour jour après l'occupation du Cambodge, c'est le peuple afghan qui se trouve confronté à une occupation, entièrement soviétique celle-là. Encore une « exception » ? La ficelle, pourtant bien grosse, commence à être un peu usée. Et certains parmi ceux qui, hier n'avaient pas condamné l'intervention vietnamienne, se posent aujourd'hui cette question : Jusqu'où conduira une telle logique ?

Lorsque 120 mille hommes de troupes vietnamiennes, soutenus par Moscou, envahissent le Cambodge, début 1979, une autre guerre se mène déjà depuis plusieurs années sur le sol africain entre un peuple et une armée, encadrée et entraînée par des conseillers militaires soviétiques. Il s'agit de la guerre entre le peuple érythréen et l'armée éthiopienne, la « guerre oubliée » comme l'ont écrit certains journaux. Mais à l'époque, le dénominateur commun entre l'invasion vietnamienne et la guerre d'Erythrée n'est pas du tout évident aux yeux de l'opinion publique : des milliers de km séparent le Cambodge de l'Erythrée, l'Union Soviétique n'intervient pas massivement à l'aide de ses troupes mais agit par pays interposés...

Bref, ceux qui, avec les marxistes-léninistes, voient une continuité entre les différentes interventions militaires soutenues par Moscou, ceux qui affirment qu'elle sont la manifestation brutale des ambitions hégémoniques mondiales de l'URSS, sont encore rares.

3 CAS : UNE MÊME LOGIQUE

Janvier 1980, c'est le tour de l'Afghanistan. Cette fois, l'intervention des troupes russes est directe et massive ; la route du pétrole n'est plus qu'à 500 km. Erythrée — Cambodge — Afghanistan : ça commence à devenir difficile d'isoler ces 3 cas comme s'il n'y avait aucun rapport entre eux.

En France, des forces politiques et syndicales de la gauche prennent une position beaucoup plus nette que sur le Cambodge : c'est le cas du Parti socialiste, de la CFDT qui condamnent énergiquement l'intervention russe. La FEN (qui avait déjà condamné l'invasion vietnamienne) se montre particulièrement sévère contre l'URSS. La CGT qui avait soutenu le régime mis en place à Phnom-Penh par les soldats vietnamiens, prend au début du coup de Kaboul une position mi-chèvre mi-chou. Et contrairement au cas du Cambodge, plusieurs dirigeants de la CGT s'expriment publiquement contre l'intervention russe. Même au sein du PCF, dont la

UN DETONATEUR

En Europe, plusieurs partis euro-communistes (soit silencieux, soit d'accord avec l'intervention vietnamienne il y a un an) critiquent plus ou moins fermement l'intervention russe en Afghanistan : c'est le cas des partis communistes italien, espagnol, belge, hollandais, suédois, britannique et même finlandais. Certains dirigeants du PCI et du PCE (voir encadré) vont plus loin qu'une dénonciation ponctuelle de l'intervention russe prise isolément : c'est l'ensemble de la politique « de grande puissance » suivie par l'URSS qu'ils remettent en cause.

Ainsi, pour certains (bien trop rares encore) le coup de Kaboul n'aura pas été qu'une simple intervention de plus, mais le détonateur d'une prise de conscience du rôle impérialiste de l'URSS. Un début de prise de conscience qui devrait permettre au peuple cambodgien de pouvoir compter sur un soutien plus massif à sa cause de libération.

Claude LIRIA

Erythrée, Cambodge, Afghanistan : napalm et gaz toxiques

Il existe des photos d'enfants érythréens brûlés au napalm sous des bombes lancées par l'aviation éthiopienne, armée et encadrée grâce aux bons soins de l'URSS.

Il existe des témoignages d'Afghans sur le massacre de Keraia (plus de 1 000 morts dans un petit village d'Afghanistan) en avril 1979, au moment où Taraki, protégé de Moscou, était encore au pouvoir avant de se faire renverser par Amin, lui-même renversé par les chars russes.

Et au Cambodge, il existe aussi des villages-martyrs. C'est le cas du village de Sdao, au Nord-Ouest du pays où plusieurs centaines d'habitants ont été emprisonnés et victimes de gaz toxiques. Les produits chimiques utilisés provoquent des brûlures, des vomissements de sang, de la fièvre, la diarrhée puis la mort. La chanteuse américaine Joan Baez avait déclaré, il y a quelques mois, avoir vu des traces de brûlures sur les corps de réfugiés laotiens en Thaïlande.

La politique de l'URSS, vue par des responsables du PCE et du PCI

Dans une interview à *Libération*, un membre du Bureau politique du Parti communiste espagnol ne se contente pas de critiquer l'intervention russe en Afghanistan ; il met en cause la politique d'ensemble suivie par Moscou : « L'Union soviétique a démontré une nouvelle fois que sa politique se base sur des considérations militaires de grande puissance et qu'elle méprise les intérêts des peuples (...). Pensons-nous toujours que l'URSS est le modèle de socialisme ? Et acceptons-nous toujours le cadre de la politique soviétique dans nos conceptions internationales ? Or, la réponse est claire : c'est non aux deux questions. (...) Les deux superpuissances ont tendance à remettre au premier plan les facteurs militaires. L'intérêt des peuples est inverse. »

Réfléchissant, après l'Afghanistan, à l'intervention vietnamienne au Cambodge, un membre du Comité central du Parti communiste italien déclarait pour sa part : « Lors de l'intervention des Vietnamiens au Cambodge, je me disais « ce socialisme militaire, sanguinaire, était tellement affreux que cette intervention était nécessaire ». Maintenant, je donne raison au vieux Maréchal Tito : même dans ce cas-là, il ne fallait pas le faire. Je suis convaincu qu'il y a des questions de principe auxquelles il ne faut pas toucher. »

Paris : plusieurs milliers à la Bourse du travail pour la régularisation des sans-papiers

Salle comble samedi soir à la Bourse du Travail rue du Château-d'Eau à Paris. Plus de 2 500 participants, pour la plupart Turcs, immigrés d'autres nationalités aussi à ce « meeting pour la défense des travailleurs de la confection », organisé par la CFDT et les sans-papiers de la confection dont 17 d'entre eux, d'ailleurs présents à la tribune, font une grève de la faim qui en était alors à son 10^e jour.

Les prises de paroles successives, traduites au fur et à mesure, étaient constamment interrompues par des mots d'ordre scandés avec force et enthousiasme. Sortis de la nuit de leur clandestinité forcée et de leur surexploitation éhontée, ces travailleurs regroupés là pour la première fois sans aucun doute avaient conscience de leur force et montraient une grande détermination : « Il ne s'agit pas de résoudre quelques cas individuels, il faut prendre des mesures immédiates pour régulariser tous les sans-papiers ». « Stoléro a essayé de

nous diviser en proposant des faveurs à quelques-uns, mais c'est tous ou pas un... « Nous voulons une situation légale, décente, digne d'hommes du 20^e siècle ». « Nous lutterons jusqu'au bout ».

De telles phrases, présentes dans les interventions du représentant des grévistes de la faim comme des responsables de la CFDT soulevaient à chaque fois des tonnerres d'applaudissements.

Ou apprenait que la lutte se développait dans les ateliers (un patron a dû signer ces jours derniers un accord

portant sur des augmentations de salaire et le paiement de congés payés).

On apprenait aussi que le « premier groupe textile de France a son premier client au Sentier ».

On annonçait la mise en place d'une permanence tous les jours de 10 h à 18 h pour les immigrés à la CFDT, 67 rue de Dunkerque.

On saluait « l'action des travailleurs turcs au pays » (la lutte dans la filature d'Ismir).

De nombreuses femmes et enfants étaient présents dans la salle, venus avec leur maris et père, « problème vivant de l'immigration familiale posé devant tous ».

« Lutte de toute la classe ouvrière, lutte contre la division, contre le racisme, lutte pour le droit imprescriptible au travail », c'était un mee-

ting chaleureux et enthousiaste.

« Ensemble nous devons ouvrir une brèche dans la politique de l'immigration que mènent le gouvernement et le patronat », déclarait un responsable de la CFDT. « Unis et organisés nous vaincrons » concluait un autre, après qu'il ait été donnée une liste d'organisations qui soutiennent, de messages etc...

Voilà qui était bien de nature à donner confiance aux travailleurs et à renforcer leur détermination !

Les grévistes de la faim sont maintenant à l'Eglise Saint-Bruno. Un gala de soutien aura lieu le samedi 1^{er} mars à la Bourse du Travail : cette lutte sera longue et difficile, mais elle est bien commencée.

G.C.

Editorial

Contre Barre et les siens, nos luttes ne seront jamais excessives

Nous voilà prévenus, 1980 sera une année difficile, et le maintien de notre pouvoir d'achat est « un objectif ambitieux », qui ne sera possible que si nous savons écarter « les revendications excessives et les surenchères néfastes ».

Depuis un peu plus de trois ans qu'il est au pouvoir, on savait ce que peuvent avoir de méprisant, de provocant et de menaçant les propos du premier ministre Barre. Mais tout de même ! Un pas nouveau vient d'être franchi. Plus question de ce « plan Barre » qui en septembre 1976 devait aboutir à une diminution du chômage et à une jugulation de la hausse des prix au bout de trois années. Le chômage a augmenté, les prix aussi, et la fiction du plan a disparu pour laisser la place à une politique qui se veut permanente.

Profits restaurés pour les patrons et situation détériorée pour les travailleurs, voilà bien la réalité de la politique gouvernementale. C'est ce qui s'est passé en 1978, et en 1979, et c'est ce que prépare Barre pour 1980. Certes, les pseudo justifications ne manquent pas. La mine réjouie, le verbe haut, le menton péremptoire, Barre nous assure que tous les maux viennent du pétrole. Ce que démentent tous les organismes économiques internationaux, comme l'OCDE ou le GATT, et surtout les faits eux-mêmes. Alors Barre sort de ces manuels un deuxième explication : la hausse des prix, les 2 % de hausse (chiffre record) du mois de janvier, l'augmentation du panier de la ménagère ? mais c'est le désordre monétaire international ! « que la « confiance » dans les relations monétaires internationales soit rétablie », et tout ira mieux !

Mais pour qui nous prend-il ?

Pour qui nous prend-il, cet homme qui gagne plusieurs millions par mois, quand il prétend que nos revendications « excessives » provoquent chômage et inflation ? Excessive, la volonté des travailleurs qui luttent pour empêcher la fermeture de leur entreprise et pour ne pas être chômeur. Excessive, la lutte de ces chômeurs qui refusent que leurs conditions de vie dramatiques soient banalisées et marginalisées ? Excessive, les luttes pour les augmentations de salaires, alors même que contrairement aux promesses faites la bouche en cœur par Giscard, le pouvoir d'achat a baissé en 1979 ? Excessive, la lutte pour la défense des libertés, contre la répression anti-syndicale ? Excessive, la révolte devant les surprofits patronaux ?

On peut toujours jongler avec les chiffres. Mise en fiche, informatisée, indicée, la politique de Monsieur Barre devient « l'inflation à un ou deux chiffres », « 1 % de chômeurs en plus corrigé des variations saisonnières », « plus 2 % à l'indice INSEE en janvier », etc. Autant de chiffres qu'il convient de prendre en compte, mais qui ne sauraient cacher une autre réalité, combien plus importante : celle de la vie des familles populaires. Le chômage, qui a touché 12 millions de travailleurs (oui, 12 millions) depuis que Giscard est au pouvoir, la hausse des prix qui oblige à rogner sur les postes les plus vitaux, l'habillement, la nourriture, la santé des gosses.

Non, Monsieur Barre, nos revendications ne sont pas excessives, parce que rien de ce qui est vital n'est excessif. Et notre lutte contre vous et votre politique ne sera jamais excessive. En ce sens, vos déclarations ont un mérite : celui de dire clairement que le vrai problème, ce n'est pas celui du pétrole, ce n'est pas celui du « désordre monétaire », c'est celui de votre politique, et c'est contre elle que nous luttons, résolument. Parce que c'est le seul moyen de vivre mieux, de faire reculer le chômage.

Nicolas DUVALLOIS

Après l'assassinat d'un jeune immigré à Vitry Une forte mobilisation

Plus de cinq cents personnes se sont rassemblées ce mercredi à Vitry sur les lieux où Kader Laireche avait été assassiné samedi dernier (voir le Quotidien du Peuple No 34 et 35). Ce rassemblement avait été appelé la veille : cela témoigne de la mobilisation forte qui existe dans ce quartier populaire.

Lors du rassemblement, les jeunes se sont très largement exprimés, expliquant ce qui s'était passé, leur situation, sans esprit de vengeance mais avec la ferme volonté que cela ne se reproduise plus.

Ils ont dénoncé la campagne d'intoxication qui vise à transformer systématique-

ment les victimes en accusés : les jeunes français ou immigrés seraient de « dangereux loubirds ». Ils ont également dénoncé la provocation du soi-disant saccage de l'appartement du gardien par des jeunes. En fait, la fracture de la porte est plutôt le fait de spécialistes ; cela se serait produit, selon la version policière, dans l'après-midi de lundi, alors qu'il y avait pas mal de monde dans le secteur. De plus, le frère de Kader qui a vu les lieux avec la police n'a remarqué que deux chaises renversées... Bref, la provocation fait long feu et certains ont rectifié le tir à ce sujet, dans la presse écrite ou parlée. Ont également témoigné

lors du rassemblement de nombreux immigrés (sur les conséquences de la politique du gouvernement à l'égard des immigrés, les ghettos, le fichage, etc.) ainsi que des gens du quartier ou de quartiers voisins.

Trois propositions ont été adoptées :

— Un large appel à une veillée du mort (sans doute vendredi soir).

— Une manifestation samedi matin, partant à 10 h de la cité des Montagnards (allée Jean Couzy, avenue du 8 mai 1945 à Vitry, en face de la pâtisserie) pour aller vers le centre-ville.

Des assemblées générales sont prévues dans les écoles de Vitry pour ap-

peler à une grève samedi matin, afin que les jeunes puissent se rendre en masse à cette manifestation.

— Un appel à la constitution d'un large collectif de toutes les forces opposées au racisme antijeune et anti-immigrés.

Durant tout le rassemblement, les propositions d'initiatives (affichettes dans les escaliers, etc.) émanant des participants ont témoigné de la forte mobilisation en cours, qui devra se coordonner avec les mobilisations autour de l'assassinat d'Abdelkader Ghin à Valenton en premier lieu, et d'autres affaires semblables dans le pays.

Correspondant Vitry

Bateaux et « marins » soviétiques en renfort dans l'Océan indien

Tandis qu'on apprenait, la semaine dernière, l'arrivée prochaine de 1 800 « marins » américains dans l'Océan Indien, un autre pas vient d'être franchi dans la rivalité des deux superpuissances dans cette région. En effet, c'est au tour de l'URSS de renforcer sa flotte : 5 des 14 navires qui se trouvaient en mer de Chine viennent d'arriver dans l'Océan Indien et 300 « marins » soviétiques sont à bord de deux navires amphibies, disposant de matériel lourd et de chars.

En tout, l'Union soviétique disposerait de plus d'une trentaine de navires dans la région du Golfe.

Norvège

Alors que des manœuvres de grande envergure de l'OTAN doivent se dérouler en mars, dans ce pays, le premier ministre, Nordci, vient de déclarer que son gouvernement envisageait d'autoriser les alliés occidentaux à entreposer du matériel militaire lourd sur le territoire norvégien. Cette décision est motivée, selon les autorités de Norvège, par le renforcement du dispositif militaire de l'URSS dans la région de Mourmansk. Le premier ministre norvégien a toutefois indiqué qu'il n'y aurait ni installation d'armes atomiques ni stationnement permanent de troupes alliées appartenant à l'OTAN.

Turquie

Suivant les « recommandations » du « Conseil national de sécurité » de Turquie, les autorités de ce pays s'apprêtent à instaurer l'état de siège dans la province d'Izmir, sur la mer Égée, et dans celle d'Hatay, dans le Sud. Ces deux provinces s'ajouteront aux dix-neuf autres provinces du pays qui connaissent un tel régime, depuis plus d'un an.

Par ces mesures, les autorités turques entendent intensifier la violente répression qui s'est abattue ces jours-ci sur la ville d'Izmir, la troisième ville du pays, à la suite de grèves ouvrières, et qui a donné lieu, entre autres, au ratisage des quartiers populaires, maison par maison. Tandis qu'avec l'état de siège, l'armée renforce ses pouvoirs et son contrôle de la vie du pays, certaines organisations, de « sécurité », dont la création est préconisée par les services secrets turcs, pourraient voir le jour. Ces organisations paramilitaires pourraient suppléer à l'armée, en organisant une répression de type fasciste contre les masses. Ces différentes mesures ne sont pas démenties par le chef du gouvernement Suleiman Demirel, tenant d'une droite « libérale », dont le libéralisme apparaît de plus en plus musclé.

Liban

Les milices d'extrême-droite du commandant Haddad, armées et équipées de pied en cap par Israël, poursuivent leurs bombardements contre le Sud-Liban. Ainsi, mardi, la banlieue de la ville de Sour (Tyr) ainsi que les camps de réfugiés palestiniens de Rachidiyeh et de Ras El'Ain, ont été une nouvelle fois pris pour cibles de ces bombardements.

Dans le même temps, des manifestations se sont déroulées en Cisjordanie, où une grève a été observée mardi, notamment à Naplouse, Ramallah et El Bireh. La population entendait ainsi protester contre l'interdiction, par les autorités sionistes, d'une réunion prévue à la mosquée Al Aqsa de Jérusalem, pour condamner l'installation de colonies.

Le PCF crée un «comité de défense des libertés et droits de l'homme en France et dans le monde»

Contre-feu d'un Marchais sur la défensive

« Une initiative de grande portée » : c'est en ces termes que Georges Marchais a présenté mercredi, à l'occasion d'une conférence de presse, le « Comité de défense des Libertés et Droits de l'Homme en France et dans le monde » que vient de lancer le PCF.

L'initiative n'est qu'une demi-surprise, dans la mesure où on avait remarqué ces dernières semaines l'insistance particulière de l'Humanité à parler des « droits de l'homme », dans la mesure aussi où l'on avait remarqué, dans telle usine du Val-de-Marne, touchée par la répression patronale, la création d'une « comité de défense des droits de l'homme » composé des membres du PCF.

De par son ampleur, de par la solennité avec laquelle elle a été annoncée, la décision rendue publique mercredi n'en marque pas moins un élément nouveau dans la politique du PCF.

A entendre Marchais, l'objectif de ce nouveau comité est d'une très grande portée : placé sous sa présidence, et composé (pour l'instant) des seuls dirigeants nationaux du PCF, (Séguy compris), il aura pour tâche d'enquêter, d'informer ou d'agir partout où les libertés seront mises en cause. Il disposera pour cela de moyens importants, avec la publication d'un bulletin régulier, la possibilité de faire des enquêtes sur place « à l'exemple de ce qu'a fait la délégation du PCF au Cambodge en décembre », dit-il Marchais, et même la désignation par l'Humanité et l'Humanité-dimanche de deux journalistes dont la tâche sera de sillonner le globe pour enquêter et informer.

Plusieurs initiatives sont déjà en route : la publication d'un « premier bilan de vingt années d'atteintes aux droits de l'homme dans

le monde », qui sera remis à l'ONU, la demande de création d'une commission à l'Assemblée européenne, et surtout la préparation d'une grande réunion publique avec « appel à tous les hommes, toutes les femmes de progrès pour qu'ils rejoignent notre combat ». Une chose apparaît d'ores et déjà certaine : compte tenu des moyens du PCF, et de l'importance qu'il accorde à son initiative, ce comité ne sera pas éphémère, et on entendra parler de lui.

LES CRIMES DE L'IMPERIALISME

Reste que bien des interrogations méritent d'être soulevées quant à la fonction que la direction du PCF veut faire jouer à son « comité pour la défense des libertés et droits de l'homme ». A l'évidence, il ne s'agit pas là d'une nouvelle mouture de la campa-

gne sur les libertés qu'avait lancée le PCF en 1975. A l'époque, il s'agissait pour lui de donner des gages à ceux qui pensaient que sa participation au pouvoir pourrait aboutir à une restriction des libertés : il s'agissait aussi de prendre ses distances avec la répression sévissant en URSS. C'était l'époque des chaleureuses poignées de mains entre Juquin et Pliouchtch.

Rien de toute cela au-

jourd'hui. Marchais l'a dit très explicitement : le but du comité, c'est de rétablir la vérité « face à ceux qui, notamment dans les grands moyens d'informations, mentent sur les droits de l'homme une campagne d'intoxication ». En clair, à un moment où les crimes commis en Afghanistan par l'armée soviétique renforcent et élargissent les interrogations sur la véritable nature de ce pays dit « socialiste », le



Pliouchtch, à sa libération en 1976. De quoi être heureux. Mais de là à trouver, comme Marchais, que les dissidents « ont bonne mine » quand ils sortent de prison...

PCF contre-attaque, en rappelant les crimes commis par les impérialismes occidentaux, contre les pays du tiers monde et contre leurs propres peuples. De fait, il faut donner acte à Marchais d'une longue et (relative-ment) complète énumération des méfaits du capitalisme, en France et dans le monde.

Mais la préoccupation du PCF ne réside pas dans la recherche d'une « objectivité » qui consisterait à rappeler à tous ceux qui condamnent l'invasion de l'Afghanistan qu'il faut aussi condamner les crimes de la superpuissance américaine, ou ceux de l'impérialisme français en Afrique, ou ceux encore que commet la bourgeoisie dans notre propre pays.

Car Marchais, mercredi, a été loin dans l'éloge de la politique soviétique, dévoiant ainsi ce qui semble être les véritables buts du comité qui vient de se créer.

DÉFENSE DE L'URSS

Outre la réitération du soutien complet du PCF à l'agression contre le peuple afghan, on aura assisté à une véritable diatribe contre tous ceux qui critiquent l'URSS, accusés ni plus ni moins que d'être dans le camp... de Pinochet. Les dissidents soviétiques ? (Pliouchtch s'était vu interdire l'entrée de la salle) : le PCF est pour leur libération, « encore que... ». Et Marchais d'expliquer que les dissidents sont du côté de l'impérialisme, qu'ils exagèrent à dessein la réalité de la répression en URSS, et que d'ailleurs, « ils ont tous bonne mine » quand ils sortent de prison...

On retrouve cette même volonté de falsifier la réalité des pays de l'Est dans le fameux « premier bilan des atteintes aux droits de l'homme dans le monde ». On a beau chercher : pas un seul cas de décès pour raison politique en URSS depuis vingt ans ; les seuls faits concernant les pays de l'Est concernent les « événements » de Pologne en 1970 et 1976, et le coup de Prague en 1968. C'est tout. Evidemment, les droits des minorités nationales ne sont en rien mis en cause en URSS, pas plus que n'existe un quelconque antisémitisme. Le seul problème, car il y a malgré tout un problème, c'est qu'il y a « limitation de la démocratie », conduisant à « des mesures administratives ».

Singulière « défense des libertés dans le monde » que celle qui consiste à faire l'éloge de l'URSS, de son régime intérieur et de sa politique extérieure. Singulière « défense des libertés » que celle qui consiste à approuver froidement l'agression

militaire contre un peuple. Singulière « défense des libertés » que celle qui consiste, comme l'a fait Marchais, à confondre les peuples allemand et japonais avec leurs bourgeoisies, en tenant des propos à la limite du racisme. Singulière « défense des libertés » qui consiste à considérer que ceux qui soutiennent Sakharov dans son combat contre les dirigeants du Kremlin sont du côté de Pinochet...

Il faut bien appeler un chat un chat : dans la bouche de Marchais, ce mercredi, la dénonciation des crimes de l'impérialisme n'avait d'autre but que de défendre la politique soviétique. C'est un contre-feu.

LE LANGAGE REVOLUTIONNAIRE... DE 1789

On comprend mieux dans ces conditions la volonté de la direction du PCF de créer un comité spécifique sur cette question, sans en rester dans le seul cadre du parti : il y a là le désir de rompre un isolement particulièrement sensible dans la période, puisqu'aussi bien seuls la direction du PCF et certains trotskistes se jouissent de la présence des troupes russes en Afghanistan. Et puis aussi, peut-être considère-t-on, place du Colonel Fabien, que trop d'interrogations subsistent chez trop de militants du PCF...

Faut-il le préciser, après les « révélations » du congrès des JC, la présentation de cette nouvelle initiative du PCF s'est faite à grand renforts de langage révolutionnaire. Mais là encore, Marchais a contribué à éclaircir les choses : la révolution dont il parle, c'est celle... de 1789. On en a la preuve dans l'utilisation même du terme de « droits de l'homme », mais Marchais n'a pas été avare de compliments : la situation actuelle dans notre pays ? « C'est la monarchie sous la République ». L'usine ? « C'est la Bastille des travailleurs », etc. De là à penser que le PCF veut prendre la place de ceux qui ont profité de la Révolution de 1789...

Mais, concernant la nouvelle initiative du PCF, l'essentiel n'est pas là. Il est dans le fait que, sous couvert d'une dénonciation, pleinement justifiée des crimes occidentaux, Marchais a fait un pas de plus dans le soutien de l'approbation de la politique soviétique. Cela a été dit mercredi : ceux qui ferment les yeux sur les exactions de l'impérialisme sont « disqualifiés » pour parler des libertés. En soutenant Brejnev, la direction du PCF ne se range-t-elle pas dans le camp des « disqualifiés » ?

Nicolas DUVALLOIS

Les Jeux de Berlin en 36 : un exemple de fraternité sportive !

C'est ce qu'on peut lire dans «L'Eveil», un hebdomadaire du PCF

Le PCF développe actuellement une large campagne «pour la défense des Jeux Olympiques de Moscou», allant même pour cela jusqu'à reprendre des arguments grossiers comme celui du sport au-dessus de la politique. Cette campagne prend parfois un caractère plus grossier encore, comme en témoigne un récent article paru le 13 février dernier, dans L'Eveil le journal local du PCF à Nanterre et dans ses environs. Comment glorifier les Jeux ? Mais en donnant la parole à un athlète qui y a participé... à Berlin, en 1936.

L'Eveil : Mr Houdry, vous avez aujourd'hui 66 ans. En 1936 vous étiez jeune homme et vous avez représenté la France aux J.O. de Berlin en lutte gréco-romaine. Quels souvenirs gardez-vous 34 ans après ?

Mr J. Houdry : Inoubliable ! Je revois encore ce stade de 120 000 personnes. Il y avait des sportifs de tous les pays du monde et de toutes les races. Je peux vous dire que j'ai vécu les instants les plus merveilleux de ma vie.

L'Eveil : Pourtant, à cette époque, c'était Hitler qui était au pouvoir — le fascisme — y-a-t-il eu un mouvement de boycott pour que les Jeux n'aient pas lieu en Allemagne ?

Mr J. Houdry : Absolument pas. Rien de comparable à ce qui se déroule actuellement. Je vous dirait même que l'Etat avait voté une subvention spéciale pour l'équipe olympique pour les frais de transport et de séjour. Cependant à la même époque, les Jeux Olympiques ouvriers devaient avoir lieu à Barcelone auxquels j'allais participer, mais la guerre se déclencha.

L'Eveil : Que pensez-vous de la campagne menée actuellement contre les J.O. ?

Mr J. Houdry : Je suis pour les Jeux Olympiques à Moscou où partout ailleurs. Je pense qu'un sportif ne peut et ne doit pas être contre. Sinon il serait contre le sport et il serait de ce fait en contradiction avec lui-même. Tous les gens de bonne volonté sont pour la tenue des J.O.

Bel exemple de fraternité sportive que ces Jeux de Berlin, présidé par Hitler devant 120 000 personnes glorifiant les succès de «leurs» athlètes en faisant le salut nazi.

Un lecteur de Nanterre nous a fait parvenir la lettre qu'il a envoyé à ce sujet à Yves Saudmont, directeur de L'Eveil et maire de Nanterre. En voici des extraits :

«La rédaction de votre hebdomadaire a cru bon devoir interviewer un habitant de notre ville ayant participé aux J.O. de Berlin en 1936, et qui gardant un «souvenir inoubliable de ce stade de 120 000 personnes», n'a de plus aucun souvenir d'un mouvement de boycott pour que les Jeux n'aient pas lieu en Allemagne. Que ces Jeux aient pu constituer une sorte de complicité avec les bourreaux de l'Allemagne hitlérienne, qu'ils aient eu pour but une immonde opération de prestige sur le dos des démocrates, des juifs et des communistes persécutés ; voilà qui n'a même pas effleuré son esprit !

Et vous ? Comment pouvez-vous mettre l'esprit olympique foulé aux pieds, au-dessus de tout cela ?

Avez-vous oublié la voix émouvante de Florimond Bonte, au nom du groupe communiste à la chambre des députés, le 9 juillet 1936 ?

«Nous pensons qu'aller à Berlin, c'est accepter une sorte de complicité avec les bourreaux, c'est river les fers aux pieds des victimes, et c'est couvrir leurs plaintes que de chanter en chœur avec Hitler l'hymne à la gloire du sport... Nous avons conscience de venir en aide au peuple Allemand qui souffre et gémit sous la botte du fascisme... Nous ne pouvons pas nous associer à cette entreprise, à cette caricature des Jeux Olympiques, dont les catholiques, les protestants, les juifs, les démocrates, les socialistes et les communistes Allemands vont être brutalement écartés. Est-il besoin de vous rappeler que le groupe communiste ne vota pas pour les crédits pour les Jeux de Berlin ?

La comparaison que vous établissez, de fait, entre les J.O. de Berlin et ceux de Moscou, sans nul doute, bien involontairement ; n'est-elle pas significative de votre embarras ?

Strasbourg

Sept policiers et un douanier inculpés

L'affaire remonte au mois d'octobre dernier. Dans la nuit du 18 au 19. Des policiers procèdent à l'interrogatoire de trois personnes — un Algérien, un Marocain, un Tunisien — «suspçonnés» de trafic de drogue. En fait d'interrogatoire, c'est à de véritables tortures que se livrent les policiers : 7 d'entre eux (2 commissaires et 5 inspecteurs) et un douanier sont reconnus le 31 octobre par les trois victimes de ces sévices, dont une expertise a reconnu la réalité (deshabillés, enchaînés, les 3 personnes ont été frappées et sodomisées avec des matraques...). Le juge de Nancy vient d'inculper les 7 policiers et le douanier.

Rappelons que c'est à Strasbourg également que le jeune Yazid Nailli a été assassiné par un policier, le 13 janvier dernier...

Les grévistes de l'imprimerie de Montreuil (ex Darboy) remettent en route les machines

Animation, mardi 19 février à l'imprimerie de Montreuil, ex-Darboy, en grève depuis le 20 décembre 1979. Au 62e jour d'occupation, les travailleurs viennent de décider de remettre les machines en route et de recommencer une production.

C'est à l'annonce de la fermeture de l'imprimerie que les quelques 40 travailleurs de Darboy ont décidé la grève, le 20 décembre puis l'occupation à partir du 31, date de la mise en liquidation judiciaire de l'entreprise. En effet, le syndicat n'avait pas trouvé de client pour reprendre l'imprimerie après la faillite frauduleuse de Darboy.

Depuis le début de l'année 1980, la lutte s'organise solidement malgré bien des difficultés, surtout du fait du petit nombre des travailleurs. L'imprimerie qui avait regroupé 49 travailleurs en octobre, n'en avait plus qu'une quarantaine au moment de la fermeture. Là-dessus, une quinzaine se mobilise à fond pour l'occupation. Ce petit nombre rend très difficile la popularisation de la lutte. Pour donner un coup de main, un comité de soutien s'est constitué sur Montreuil, et l'objectif au

jour d'aujourd'hui est d'organiser le travail de propagande avec ce comité.

Depuis le début de la lutte, la question était en discussion de reprendre la production : pour briser le mur du silence avant tout expliquent les grévistes. Et la question longuement débattue a soulevé bien des conceptions différentes. Produire pour produire, pour

prouver qu'on peut tourner en « autogestion ». Produire, reprendre les commandes des ex-clients de Darboy pour les obliger à s'engager à rester clients de la future entreprise. Produire pour le soutien financier aux grévistes. C'est en fait sur la production, moyen de lutte pour faire connaître la grève et l'occupation, que les grévistes se

sont mis d'accord et viennent de redémarrer. Ils ne veulent pas se transformer en démarcheurs. C'est aussi un moyen de faire revenir dans l'usine, dans la lutte ceux qui commencent à s'en écarter par manque d'objectif...

Premier travail, ils viennent d'imprimer l'*Étincelle* et un quatre pages de propagande « Darboy imprime sa deuxième lutte » pour faire connaître leur situation et leur histoire : une première faillite en 1974, et après une première occupation, Darboy avait repris l'imprimerie, ... mais pour 6 ans seulement ! Ils appellent les organisations progressistes à prendre contact avec eux pour manifester leur soutien.

Et puis pour se faire connaître, ils organisent un gala, à l'entreprise, rue d'Alembert à Montreuil, le 15 mars, où ils veulent donner la parole à ceux qui luttent comme eux, les entreprises de Montreuil, les résidents des foyers Sonacotra. Tout cela prendra tournure ces jours-ci. Et c'est sans doute du succès de ces deux axes de propagande, la production et le gala, que dépendra le renforcement de la lutte.



Au 62e jour d'occupation, Darboy imprime sa deuxième lutte.

Incendie criminel contre le local de l'UL-CFDT d'Aix-en-Provence

Un incendie d'origine criminelle a été allumé dans la nuit du 5 au 6 février. La porte de la façade l'Union Locale CFDT ont été endommagées. Ce n'est pas par hasard qu'un tel acte est perpétré. Cela se produit dans une période de recrudescence, de violence à l'encontre du monde ouvrier, et des organisations qu'il s'est donné pour défendre ses revendications. Cet attentat s'est produit peu après la fin d'une réunion tenue dans les locaux de l'Union Locale par le collectif de défense des travailleurs immigrés contre la loi Bonnet-Stoléru. Dans la même période s'est produit une agression contre un piquet de grève à Avignon. Des menaces anonymes sont proférées contre des candidats aux élections de délégués du personnel aux Tuileries de Marseille faisant

suite à un conflit très dur. Le pouvoir n'est pas étranger à ces actes de violence.

Il expulse, après une grève, les travailleurs les plus militants, sous prétexte qu'ayant des faux-papiers, ils troublent l'ordre public. Mais que fait-il contre certains complices de ceux qui ont délégué ces faux-papiers ?

L'incendie à la porte de l'Union Locale CFDT constitue à notre avis une tentative d'intimidation, mais cela n'affaiblira pas la CFDT dans sa volonté de lutte contre les menaces fascistes et racistes, contre les manœuvres du pouvoir visant à museler et à diviser la classe ouvrière dans la lutte pour ses justes revendications.

Communiqué de l'UL du bureau de l'UL-CFDT D'AIX-EN-PROVENCE

Super M (Montpellier) : la grève

Malgré les efforts désespérés de la direction pour attirer le client, le magasin reste quasiment désert, vidé de sa clientèle et de ses employés. Les 260 employés de Super-M, majoritairement des femmes, étaient en grève à 80 % mercredi et derhos, à toutes les entrées, ils demandaient aux clients d'être solidaires avec leur action en ne rentrant pas dans le magasin. A part quelques exceptions, « des gens qui n'avaient sûrement jamais travaillé » personne ne rentrait. Dès six heures de matin, mercredi 20 fé-

vrier, de nombreux grévistes étaient là et le soir le moral de tous était excellent.

Voilà quelles sont les revendications :

- augmentation de 5 % à partir du 1er janvier avec paiement du rappel ;
- 2 700 F minimum pour tous ;
- 5e semaine de congés payés ;
- prime de transport de 100 F au lieu de 23 F ;

A Montpellier, c'est à Super-M (c'est le groupe Monoprix-Galeries Lafayette) que les salaires sont les plus bas. Un exemple : 2 200 F pour trente-six heures de travail et après huit ans d'ancienneté. Rares sont les salaires pour les employés qui dépassent les 2 700 F. Et pourtant, les conditions de travail sont difficiles : le froid pour le rayon boucherie, la tension nerveuse pour les caisses, etc. Avec leur syndicat CGT, seul syndicat dans le magasin, les employés ont déjà mené la grève (juin 1978). Elles ont déjà gagné. Alors, même si le patron n'avait rien accordé mercredi soir, personne ne se décourageait. L'important était de renforcer le mouvement, de l'étendre au maximum aux magasins Monoprix et Galeries Lafayette de Montpellier qui effectuaient déjà des débrayages ; l'unité de tous avec la solidarité des clients en mettant en danger les profits du patron et le touchant à la « caisse » lui feront entendre raison.

Hervé DASTAR

Cor. Montpellier

Le Quotidien du Peuple - Vendredi 22 février 1980

Houillères du bassin de Lorraine

Grève des cheminots

Les cheminots en grève depuis le 24 janvier ont fait des collectes à CDF chimie. Voici ce qu'ils nous ont dit. Ils sont environ 450 aux HBL conducteurs de loco, accrocheurs, aiguilleurs, etc... Ils gagnent en moyenne 2 700 F par mois après 30 ans d'ancienneté. Leurs revendications portent sur la grille de salaires : ils demandent l'échelle 8 après 25 ans de service, soit un salaire moyen de 3 900 F ; c'est la différence « entre

survivre et vivre ». Cette revendication donnerait aux cheminots la garantie d'obtenir 3 échelles dans leur carrière au lieu d'une, actuellement. Leur revendication remet en cause la convention collective ouvrière qui n'a été signée par aucun syndicat. D'après les cheminots présents, c'est la CFDT qui est majoritaire chez eux. La CGT ainsi que FO se sont jointes au mouvement. Le cahier de revendications a été posé en décembre

1979 et c'est le 13 janvier 1980, à la suite d'une assemblée générale, que les cheminots ont décidé la grève. Là, la direction a essayé plusieurs manœuvres. D'abord la menace de lock-out, ensuite constat d'huissier, enfin tentative de faire pourrir la grève en faisant appel à des entreprises de transporteurs. D'après certains d'entre eux, les camions chargeraient le charbon non trié et lavé et ne poseraient pas sur les bascules, ce qui

a fait poser cette question à un travail : « Combien de camions se perdent ? »

Il faudrait qu'une information et un soutien plus efficaces soient impulsés dans la région. C'est la principale issue pour éviter que la situation ne devienne défavorable aux cheminots en lutte.

Lors d'un nouveau vote ces jours derniers, la poursuite de la grève a été décidée à 60 %.

CORRESPONDANT

Reprise du travail au garage Peugeot d'Aix

Quelque chose a changé sur la zone des Milles

La grève avait démarré le 23 janvier pour les 40 heures et pour une augmentation des salaires. Ces quatre semaines ont été une véritable guerre de tranchée entre un patron sourd à toute revendication et la masse des travailleurs décidés à obtenir gain de cause.

Du côté des employés et ouvriers, la solidarité a permis de subvenir aux besoins les plus urgents : collectes sur les marchés, aides des sections syndicales, souscription de partis, dont celle des marxistes-léninistes. Sous les yeux éberlués du patron, les travailleurs s'étaient solidement installés devant les portes, avec une baraque en bois prêtée par la municipalité de Gardanne. Les

élections de délégués du personnel tombaient pendant le conflit. Elles ont démontré que les travailleurs faisaient confiance à leurs délégués CGT ; elles ont été un vote massif contre l'intransigeance patronale.

Le directeur, lui, n'est pas resté inactif, et il a tenté de faire intervenir la justice. Il n'a fait que soulever une pierre pour se la laisser tomber sur le pied. La première fois que le tribunal l'a débouté et a estimé légitime la fermeture du portail par les grévistes. La seconde fois, alors que le patron demandait l'évacuation par la police, le juge a nommé un médiateur. C'est d'ailleurs suite à une réunion avec ce médiateur qu'a été signé l'accord.

Sur les 40 heures, le patron avait déjà admis une baisse d'horaire de une demi-heure tous les six mois. Pour les salaires, le référent prévoit une hausse égale au maintien du pouvoir d'achat plus 2 % d'augmentation.

« Maigre résultat, disent certains travailleurs. Ce n'était pas la peine de faire un mois de grève pour ça ». D'autres font valoir que le patron reconnaît pour la première fois la nécessité d'une hausse en fonction de l'indice INSEE, ce qui était loin d'être acquis, ensuite qu'il a dû céder et que la lutte ne s'arrête pas le jour de la reprise. Le baratin du patron sur la faillite de la boîte n'est qu'une manœuvre

de dernière minute alors que l'on sait maintenant que l'entreprise a fait de juteux bénéfices en 1978 et 1979. En tout état de cause, si le conflit s'est prolongé, la direction n'a qu'à s'en prendre à la ...direction.

Les travailleurs ont donc repris lundi. Mais il est doré et déjà certain que quelque chose a changé chez Peugeot. Ces journées de grève ont soudé la solidarité du personnel, ceux qui ne se connaissaient pas hier, les dactylos des bureaux et le mécano de l'atelier, savent aujourd'hui qu'ils sont dans la même galère, que le patron est le même pour tous, et que seule l'unité, l'organisation des travailleurs dans la section

syndicale est une garantie pour défendre leurs intérêts. De plus, cette grève a eu beaucoup d'écho dans toute la zone industrielle et particulièrement dans les autres garages. Des sections syndicales CGT ou CFDT se mettent sur pied chez Talbot, chez Renault. Une coordination de toutes les sections syndicales des concessionnaires automobiles du pays d'Aix est discutée. En tenant tête à leur patron pendant 25 jours, dans des conditions très difficiles (quand on gagne 2 500 F par mois, on n'a pas un gros compte en banque), les travailleurs de Peugeot ont ouvert une brèche pour toutes les boîtes de la zone d'Aix-les-Milles.

L'Europe des Neuf pour un « Afghanistan neutre »

La réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Europe des Neuf, qui vient de se tenir à Rome, a surtout été consacrée à la situation en Afghanistan et à ses conséquences. Les Neuf se sont mis d'accord sur un texte, publié mardi, à l'issue de cette réunion. Se référant à la déclaration antérieure du 15 janvier, le texte souligne que « l'objectif demeure d'obtenir le retrait des troupes soviétiques en Afghanistan ». Il affirme aussi — et c'est là sans doute le point le plus important et en tous cas le plus original — qu'« une issue positive à la crise présente, pourrait être trouvée dans une formule permettant à un Afghanistan neutre de se tenir à l'écart de la compétition des puissances ». C'est sur proposition du ministre britannique lord Carrington, et après concertation entre Londres, Paris et Bonn, que cette formule aurait été adoptée. Celle-ci exprime une tentative d'expression européenne autonome, avec l'essai de ne pas s'aligner sur Washington, tout en

voulant prendre les Soviétiques au mot, puisqu'un Afghanistan « neutre » signifierait qu'il serait hors de toute ingérence étrangère, y compris celle des occidentaux, que Moscou n'évoque que pour justifier son invasion.

On voit, toutefois, assez mal le poids réel que peut avoir le texte des Neuf, pour modifier la situation. Pour ce qui est des mesures à prendre, la question du Boycott des J.O. a été discutée mais, aucun accord ne s'est dégagé là-dessus entre les ministres des Neuf. Ceux-ci ont seulement convenu d'en reparler d'ici la clôture des inscriptions aux J.O., le 24 mai.

Au moment où s'achevait la rencontre de Rome, le secrétaire d'Etat américain, Cyrus Vance, entamait une tournée européenne, devant le conduire successivement à Bonn, Rome, Paris et Londres. Ce voyage sera sans doute une nouvelle occasion pour les Etats-Unis de tenter d'obtenir que, face à l'URSS, les européens se soumettent aux visées propres des américains.

La grève des sidérurgistes britanniques se poursuit Margaret Thatcher hausse le ton

Alors que la grève des sidérurgistes britanniques pour les hausses de salaires, contre les licenciements, est entrée dans sa huitième semaine, le gouvernement de Margaret Thatcher a menacé mardi, devant la Chambre des Communes, de prendre des sanctions contre le mouvement. Celui-ci arrive en effet à un tournant. Alors que le mouvement se renforçait dans le secteur public, les entreprises du secteur privé où se dessinait une reprise du travail ont connu une relance de la grève, notamment à la suite de votes

Une tactique du gouvernement consiste à monter en épingle des incidents qui se produisent avec les piquets de grève que les sidérurgistes ont mis en place pour rendre leur mouvement plus fort.

Les piquets, présentés par le gouvernement et le patronat comme une « atteinte à la liberté du travail » sont ainsi pris pour cible par les déclarations que viennent de faire plusieurs ministres. L'attorney général, Micheal Havers, qui exerce des fonctions comparables à celles d'un ministre de la justice, n'a pas hésité à s'en prendre aux syndicats, en déclarant, mardi devant le Parlement, que ceux-ci n'étaient pas à l'abri de poursuites pénales s'ils « enfreignent la loi », en soutenant les piquets de grève qui « entravent la liberté du travail ».

De plus, selon les déclarations de l'attorney général qui vont dans le sens d'une interprétation fort restrictive de la réglementation déjà existante en matière de grève, la police aurait désormais carte blanche pour intervenir contre les piquets de grève. Ainsi, la police pourrait restreindre les piquets de grève dès lors qu'elle juge que l'existence de ceux-ci peut engendrer des « incidents » : sur ces bases-là, tout est permis. Les autorités entendent ainsi limiter l'organisation de la solidarité entre les différentes entreprises en grève, et l'efficacité même de la grève, en bloquant par exemple des camions de militants qui se rendent d'une usine à une autre pour établir ou renforcer des piquets.

UN « LIVRE BLANC »

De son côté, le secrétaire d'Etat à l'emploi, James Prior, a présenté un livre Blanc destiné à réduire l'immunité dont jouissaient jusqu'ici les syndicats, sur le plan pénal. Ce livre Blanc établit une nette distinction entre ce qu'il appelle la « grève primaire » et la « grève secondaire », celle-ci désignant en fait les activités des pi-

favorables des assemblées de grévistes. Un tournant aussi parce que la British Steel Corporation (BSC), qui escompte un effritement de la grève, risque de se trouver dans une situation plus vulnérable, dans les jours qui viennent, du fait de l'épuisement des stocks d'acier. De plus, alors que le gouvernement britannique cherche à isoler les sidérurgistes aux yeux de l'opinion publique, ceux-ci ont, au contraire, reçu en plusieurs endroits des marques de soutien d'autres corporations, tels les mineurs.

quets de grève volants devant des entreprises qui ne sont pas l'entreprise principale en grève.

Les responsables des piquets seraient désormais exposés à des poursuites judiciaires. Un tel document, qui n'a pas encore valeur de projet de loi, constitue cependant une menace ouverte contre le droit de grève. Par sa présentation publique, il constitue d'ores et déjà, en tous cas, un moyen de pression évident sur les sidérurgistes en grève, et tous ceux qui les soutiennent, tels les mineurs qui, à plusieurs reprises, ces dernières semaines, sont venus prêter main forte à des piquets.

Les menaces du gouvernement mettent le Trade Union Congress, la puissante confédération des syndicats britanniques, dans une position inconfortable. Pas seulement parce que l'immunité syndicale est mise en cause par les récentes déclarations gouvernementales, mais, aussi parce que les piquets de grève qui se sont multipliés ces temps-ci, et qui reflètent l'intensité de la combativité ouvrière, ont été mis en place conformément à la volonté de la base.

On estime que 20 000

sidérurgistes participent aux piquets de grève. Or, les directions syndicales, surtout à l'échelon confédéral, se sont trouvées quant à elles, fréquemment placées devant le fait accompli, confirmant leurs difficultés à endiguer les initiatives des délégués et des militants de base.

Dans ce contexte, les menaces gouvernementales — outre le fait qu'elles mettent dans l'embarras une structure syndicale liée aux travailleurs, aujourd'hui dans l'opposition — peuvent être aussi une manière de rappeler à l'ordre le TUC pour qu'il renforce son contrôle sur la base ouvrière.

En tout cas, les patrons et la majorité des députés conservateurs estiment que les mesures envisagées sont encore très insuffisantes, notamment parce qu'elles ne s'opposeraient pas à l'existence de piquets de grève dans les entreprises privées dépendant de la British Steel Corporation. Ils souhaitent que le projet de loi, en cours d'élaboration, impose des limitations plus draconiennes des moyens d'action de la classe ouvrière britannique.

J.P. G.

URSS : violences physiques contre l'académicien Sakharov et son épouse

L'académicien soviétique Andreï Sakharov, contraint de vivre en résidence surveillée à Gorki, et son épouse, Hélène, ont été jetés à terre et frappés par des militaires soviétiques, alors qu'ils se rendaient au commissariat pour protester contre l'interpellation à l'entrée de leur immeuble, du mathématicien Youri Chika-

novitch, venu leur rendre visite. Cette information vient d'être transmise par le groupe de Moscou, pour le respect des accords d'Helsinki. Selon ce groupe, l'épouse de l'académicien soviétique a été frappée à l'œil alors qu'il est connu qu'elle souffrait de graves troubles oculaires, pour lesquels elle s'était fait soigner l'an der-

nier en Europe. Toujours selon les mêmes sources, le groupe d'étude sur les abus de la psychiatrie, fait également l'objet d'une vive répression, ces derniers jours, en particulier, son animateur actuel, le mathématicien Viat Cheslav Bakhmine a disparu depuis son arrestation, il y a une semaine.

Pour la défense de Sakharov



Le violoncelliste Rostropovitch et son épouse, la cantatrice Vichnevskaja, au cours de leur conférence de presse.

C'est pour défendre Sakharov et contribuer à susciter un vaste courant de soutien en sa faveur que le violoncelliste Mstislav Rostropovitch et son épouse, la cantatrice Galina Vichnevskaja, ont lancé, mardi à Paris, un appel pour la tenue d'un concert public gratuit, le 27 février, à la salle Pleyel. D'ores et déjà, la participation de Yehudi Menuhin, Leonard Bernstein et Miguel Angel Estrella, le célèbre pianiste argentin, qui vient d'être libéré des prisons d'Uruguay, est acquise. Dans la conférence de presse qu'ils donnaient mardi, Rostropo-

vitch et son épouse ont demandé : « Comment peut-on imaginer la fête de l'ouverture des Jeux Olympiques, alors que des militaires soviétiques tuent des Afghans et que des miliciens battent un Sakharov ? ». Ils ont alors appelé au boycott des J.O., en soulignant : « C'est regrettable pour les sportifs qui se sont longuement entraînés mais, le peuple russe est totalement privé d'informations sur les atteintes aux droits de l'homme dans son pays, et ce n'est que pour une action à scandale que l'on pourra informer les gens dans notre pays ».

Iran : la Commission internationale d'enquête commence ses travaux

La Commission internationale chargée d'enquêter sur les crimes du Shah — qui vient de se constituer — est formée de cinq membres : l'avocat français Edmond Pettiti ; l'ambassadeur d'Algérie à l'ONU, Mohammed Bedjaoui ; le frère du président du Sri Lanka (ex-Ceylan), Harry Jayar Warden ; le conseiller politique du président syrien, Adib Daoudi ; et l'ancien ambassadeur du Venezuela aux Etats-Unis, Andres A Guilar. Cette Commission, composée, comme on le voit, surtout de représentants du Tiers-Monde, s'est réunie pour la première fois, dès mercredi matin, à Genève, aussitôt après que le Conseil iranien de la révolution ait confirmé par télégramme, au secrétaire général de l'ONU, son approbation de la composition de la Commission. C'est à Téhéran que les travaux de la commission devraient vraiment commencer, ces jours-ci. Deux semaines pourraient être consacrées à la définition des modalités de fonctionnement de la Commission, sur place, à Téhéran. Et c'est au terme de cette courte période que serait entreprise la collection des témoignages et des diverses pièces à conviction, établissant devant l'opinion internationale les preuves de l'activité criminelle du Shah, sur laquelle les amis du peuple iranien n'ont évidemment aucun doute.

DES EXIGENCES QUI RESTENT A SATISFAIRE

La création de la Commission internationale d'enquête, si elle peut contribuer à résoudre le problème de la détention des otages à l'ambassade américaine à Téhéran, ne signifie pas pour autant que ce problème est automatiquement résolu. Pas seulement, parce que les étudiants qui détiennent les otages sont toujours réticents à une libération, mais aussi, parce que le peuple iranien et ses dirigeants veulent obtenir des Etats-Unis des concessions tangibles. Comme l'a rappelé à plusieurs reprises le président de la République, récemment élu, Bani Sadr, un certain nombre d'exigences doivent être satisfaites.

Parmi celles-ci, il y a notamment une « autocritique » du gouvernement américain concernant ses ingérences passées en Iran ; il est en effet hors de question qu'une accusation internationale du Shah serve finalement à blanchir l'impérialisme américain.

Autre exigence : l'engagement public des Etats-Unis de ne plus intervenir en Iran, ainsi que l'engagement de ne pas empêcher l'extradition du Shah — qui se trouve toujours actuellement à Panama — ni la restitution de ses biens au peuple iranien. Cette dernière exigence implique notamment que

les pays occidentaux renoncent à tout blocage des avoirs iraniens.

BANI SADR, CHEF DES ARMEES

Ces exigences réaffirmées s'inscrivent en faux contre une présentation tendancieuse des événements, visant à faire passer Bani Sadr pour un partisan de la conciliation avec l'impérialisme américain. Bani Sadr, fort du soutien populaire exprimé lors de l'élection présidentielle, vient de se voir confirmé et renforcé dans ses pouvoirs, avec la décision de l'ayatollah Khomeiny de lui léguer le commandement suprême des forces armées. Cette décision intervient alors que des remous importants agitent l'armée, surtout le corps des officiers et sous-officiers : c'est ainsi que des milliers de sous-officiers, qui occupaient depuis huit jours la mosquée de l'Université de Téhéran, ont manifesté en ce début de semaine, dans la capitale iranienne, contre le limogeage d'officiers supérieurs. Le différend sur ce point, porterait moins sur le principe du limogeage que sur les choix effectués dans ce domaine. On sait aussi qu'il y a quelques mois, Bani Sadr avait évoqué à plusieurs reprises des menaces de putsch.

J.P. G.

Remise en question du droit à la santé

Projet de convention médecins/Sécurité Sociale

- Une médecine à 3 étages
- Libération des tarifs médicaux

Une médecine à trois étages : voilà ce qui devrait résulter de la nouvelle convention négociée actuellement entre les syndicats de médecins et la Sécurité sociale. Selon la taille de votre portefeuille vous pourrez accéder au premier, au deuxième, ou au troisième étage. Cette convention si elle est signée marquera un retour en arrière par rapport aux acquis des travailleurs en matière de santé. Elle consacre la mise en place d'un double secteur dans la médecine : une filière de qualité pour les riches, ceux qui peuvent payer et une deuxième filière au rabais pour les plus défavorisés.

Au premier étage les médecins entièrement conventionnés, c'est-à-dire les médecins qui acceptent de respecter les tarifs fixés par la Sécurité sociale et de limiter le nombre de leurs actes (consultations) et le volume de leurs prescriptions en fonction du volume maximum de dépense fixé par la Sécurité sociale par an et par région. Leurs malades seraient remboursés pour les consultations, visites, médicaments et examens.

AU DEUXIEME ETAGE

Au deuxième étage, on trouverait les médecins qui souhaiteraient fixer librement leurs tarifs tout en respectant l'autodiscipline dans la limitation du nombre d'actes et de prescriptions définies par la Sécurité sociale.

Résultat pour le malade : leurs consultations seraient remboursées à un tarif inférieur à celui des médecins entièrement conventionnés. (25 F au lieu de 30 F pour le généraliste, 35 F au lieu de 40 F pour le spécialiste). Ces malades payeraient plus cher la consultation, non remboursée, mais seraient aussi pénalisés par la limitation des prescriptions imposées par la Sécurité sociale.

Ce deuxième étage regrouperait, pour des raisons bien évidentes, 25 à 30 % des médecins libéraux. Cet étage aux honoraires « libres » (comme le prix du pain) regrouperait aussi les spécialistes, les médecins pratiquant des actes très techniques et coûteux, les médecins connus et appelés en consultation par leurs confrères. Pourraient se joindre à eux un certain

nombre de généralistes assurés d'une clientèle nombreuse et aisée. Le directeur de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie a laissé entendre qu'il y avait 25 à 30 % de médecins libéraux en trop dans le système conventionnel. Ce projet de convention entraînera une hausse des honoraires, il risque de dissuader de nombreux malades de se soigner.

Au troisième étage, il y aurait les médecins non conventionnés dont les ordonnances ne seraient plus remboursées. Il y a actuellement 2 à 3 % de médecins hors du système conventionnel. Mais jusqu'à présent, leurs ordonnances étaient remboursées, ce qui ne sera plus le cas.

Cette nouvelle convention constitue un retour en arrière et une attaque contre les acquis des travailleurs en matière de santé et de couverture sociale. On va assister à une libération des tarifs médicaux d'un côté, et à une diminution voire suppression des remboursements.

Léon CLADEL

Les prix des médicaments prochainement libérés

Après la libération des prix et des marges commerciales, seuls les médicaments avaient été épargnés par les mesures de Monory. Or, il semble bien que le gouvernement soit décidé à mettre fin à cette situation.

Lundi Barre a réuni un groupe de ministres dans le but de préparer cette nouvelle libération : Barrot, ministre de la Santé, Farge, secrétaire d'Etat chargé des

problèmes de la Sécurité Sociale, Giraud, ministre de l'Industrie et Pébereau directeur de cabinet de Monory, participaient à la réunion.

Officiellement il ne s'agit que d'un « assouplissement de la réglementation ». On nous avait présenté de la même façon la première libération des prix qui a donné les résultats que l'on sait. En fait d'assouplissement, c'est à une escalade des prix

qu'il faut s'attendre. Il y a fort peu de chance pour que les remboursements suivent cette hausse des prix des médicaments.

On parle même de la mise en place d'un système de remboursement à plusieurs taux (40,50 ou 80 %). Bien sûr c'est au nom de la compétitivité et de la guerre économique qu'on tente d'imposer ces nouvelles hausses aux travailleurs. Qu'on en juge par cette citation d'un proche collaborateur de Barre : « Dans quelques années, la puissance industrielle d'une nation se jugera autant à son industrie pharmaceutique qu'à son industrie d'armement ou à son potentiel informatique. Si rien n'est fait pour desserrer le garrot réglementaire qui étrangle lentement, mais sûrement les laboratoires français au nom de l'équilibre de la Sécurité Sociale, notre pays sera définitivement lâché par le peloton de tête ».

Tandis que les trusts pharmaceutiques voient leurs profits augmenter, les travailleurs rencontrent de plus en plus de difficultés pour se soigner.

Ce qui va changer

Déjà, un certain nombre de médecins avaient la possibilité de fixer librement leurs honoraires (le quart des spécialistes et un petit nombre de généralistes), tout en restant dans le système conventionnel. Leurs clients, même s'ils payaient 80 F ou 200 F, étaient toujours remboursés sur la base du tarif conventionnel. Dans le projet en préparation, le montant du remboursement serait inférieur au tarif conventionnel.

Le plus grave : il est question de bloquer ce montant, cela signifie que dans un an ou deux, les clients du médecin à honoraires libres seront toujours remboursés sur la même base même si les tarifs conventionnels ont augmenté. D'autant plus que le droit au dépassement des tarifs, jusqu'alors accordé sur demande par une commission, va maintenant devenir libre. Rien n'empêche les caisses d'assurance maladie de bloquer les tarifs conventionnels et les honoraires de certaines catégories de médecins afin de les inciter à pratiquer les honoraires libres. C'est autant d'économisé pour la Sécurité sociale et cela habitue le patient à se soigner avec ses propres moyens.

Plogoff

Le soutien se développe en Bretagne

La journée a été calme à Plogoff. De légers heurts se sont produits au moment du départ des maires annexes à 17 heures. La colère couve cependant, alimentée par le comportement des flics. Selon des informations de Quimper, les flics ont attendu une demi-heure pour appeler une ambulance alors que Maire-Laurence Phino gisait inanimée dans le commissariat (voir QuP d'hier). Une fois les pompiers arrivés avec leur ambulance, les flics ont insisté pour que la jeune fille soit soignée sur place, ce qui était manifestement impossible. Les pompiers n'ont pas cédé. Ils l'ont conduite à l'hôpital. Elle est sortie vers 16 heures ; les flics ont voulu s'emparer des radiographies que les médecins lui avaient faites. Mais le personnel hospitalier s'y est fermement opposé.

D'autre part, une habitante de Plogoff a déclaré avoir surpris en pleine nuit un groupe de gardes mobiles aventurés dans son jardin. La présence nocturne de gardes mobiles à Plogoff est ressentie comme un grave affront par la population.

Plet Ansquer, le retraité de Plogoff arrêté mercredi (voir QuP d'hier) sera jugé le 22 février à Quimper. Sa défense sera assurée par Maître Leclerc, du barreau de Paris, Maître l'Hour, du barreau de Quimper.

Le soutien se développe en Bretagne. Des comités de soutien aux gens de Plogoff viennent de se créer dans le Sud-Finistère à Azarno et à Quimperlé. Une réunion animée par les habi-

tants de Plogoff a rassemblé plus de 200 personnes, lundi soir à Lorient. L'enquête d'utilité publique y a été vivement critiquée : « Un énorme dossier qu'il faudrait plusieurs jours pour lire ! Or si tous les habitants de Plogoff participaient à l'enquête, chacun ne disposerait pas de plus de deux minutes, nous avons fait le calcul... Enquête doublement bidon puisque nous avons été prévenus que seule serait prise en compte la qualité de nos observations et non par leur nombre : mais à quoi reconnaître la qualité d'une observation ? Pour nous la chose est claire : seront reconnus de bonne qualité les observations favorables à la centrale. Flamanville a eu droit à un référendum pourquoi pas nous ? Parce qu'à Flamanville, la municipalité avait donné d'avance un avis favorable. Voilà le critère de légalité : la soumission préalable ! ».

D'autre part, lundi soir, le conseil municipal de Rennes (Union de la gauche) a adopté une motion demandant le retrait des gardes mobiles du Sud-Finistère. Les conseillers municipaux du PCF se sont abstenus.

Foyer d'Hayange

Le juge Bidalou pris à partie par la Sonacotra

L'audience prévue, mardi au tribunal d'instance d'Hayange n'a pas eu lieu. Le juge Bidalou s'est présenté en blouson, il a déclaré : « Contrairement à ce qui était prévu, il n'y aura pas d'audience aujourd'hui. La Sonacotra m'a notifié ce matin qu'elle me « prenait à partie ». Je dois m'en expliquer devant la Cour d'appel de Metz le 26 mars. Je ne peux plus jusqu'à cette date, statuer sur le dossier Sonacotra. Je signale en passant que mon accusateur se réfère à l'article 505 du code de procédure civile qui a été abrogé le 5 juillet 1972 ».

Cette dernière allusion pour signaler que la Sonacotra, une fois de plus foule aux pieds la légalité dont elle se réclame pour attaquer le juge.

« Ceci dit, a ajouté Bidalou, ayant huit jours pour préparer ma défense, je vous donne rendez-vous lundi prochain pour m'en expliquer ».

Ce même lundi aura lieu au tribunal une audience du président du tribunal de Grande Instance de Thion-

ville à qui la Cour d'appel a confié l'affaire du foyer d'Hayange. Ce même magistrat s'est signalé par ses arrêtés d'expulsion contre les résidents des foyers de la région. La « rencontre » promet d'être mouvementée. Dès la fin de la déclaration de Bidalou, Maître Verges, le défenseur des résidents expulsés, a pris la parole : « Monsieur le juge, au nom de mes clients, je rends hommage à votre courage. Si la situation est aujourd'hui bloquée, la justice bafouée, ce scandale qu'on veut vous imputer n'est pas de votre fait. La vérité, c'est qu'une des parties absente aujourd'hui de ce prétoire, s'est érigée dans les coulisses en arbitre. La Sonacotra ne se contente plus d'expulser les immigrés, elle expulse les juges quand ils ne sont pas à la botte. Vous avez été pendant trois mois pour les résidents de Hayange, un boucher. Maintenant qu'on l'écarte, réapparaît la véritable cible... ».

Lors d'une rencontre organisée à la sous-préfecture entre un des expulsés, le sous-préfet, la municipalité (union de la gauche) et Cottin délégué régional de la Sonacotra, ce dernier aurait dit au résident présent : « Il ne vous reste qu'à accepter nos conditions : être relogés au foyer de Florange, payer l'intégralité de vos arriérés et de vos frais de justice (un million d'ancien francs par tête) ».

La Sonacotra a obtenu la récusation du juge, cela ne lui suffit pas, elle s'en prend maintenant à sa personne. Mais derrière l'affaire Bida-

lou c'est de la politique des patrons vis-à-vis des travailleurs immigrés qu'il s'agit.

La municipalité d'Hayange a fait savoir aux expulsés qu'ils avaient 15 jours pour évacuer les locaux municipaux où ils sont actuellement hébergés. On peut se demander où sont les promesses, les belles déclarations, notamment de Mitter-

rand qui avait posé une question écrite à Barre sur « le scandale des expulsions de Hayange ». Avant que Barre n'ait répondu la municipalité dirigée par le PS avertissait les résidents qu'ils devraient quitter les locaux municipaux et les incitait à accepter les conditions de la Sonacotra.

A Béthune, en soutien à la MJC, contre l'interdiction d'afficher

Du 23 février au 10 mars, est organisée à Béthune, dans le Pas de Calais, une série d'expositions sur le thème général « L'affiche politique française ». Cette initiative répond à deux objectifs : soutenir la MJC de Béthune, dissoute l'an dernier par la municipalité PS, et sensibiliser la population contre la loi portant interdiction de l'affichage. Elles sont organisées par le Comité de soutien à la MJC de Béthune, « Cinétek », « Béthune art contemporain ». Au programme :

- Au musée de Béthune : « Cent ans d'affiches politiques françaises ». Il s'agit de 130 affiches originales, de la Commune à nos jours présentées par A. Gesgon.
- Au café « Chez Carlos », en face du musée : « Les affiches politiques de peintres contemporains » (Picasso, Pignon, ...)
- A la bibliothèque municipale : « L'affiche politique de base, région du Nord », des affiches de partis, syndicats, comités de quartier, ...
- Le 26 février à 20 h 45, au musée, A. Gesgon présente un montage diapositives « Paris tu es fou », accompagné de l'harmoniste Dory. Il s'agit de l'histoire populaire de Paris, ces trente dernières années, à travers les affiches, les manifestations, les réunions de quartier, les grèves, ...

Le Quotidien du Peuple

Directeurs politiques : Jacques Jurquet, Charles Villac
 Rédacteurs en chef : Pierre Burnand, Gérard Privat
 Le Quotidien du Peuple
 Adresse Postale BP 225 - 75927 Cédex 19
 Directeur de Publication : Y. Chevet
 Imprimé par ILN - Paris Distribué par les NMPP
 Commission paritaire : 56 942

Communiqué

REFUGIÉS DU SUD-EST ASIATIQUE

- Le « Canard du 13e » et le collectif d'animation du 28 rue Dunois organisent dimanche 24 février au 28 rue Dunois - Paris 13e une fête sur le thème « Les réfugiés du Sud-Est asiatique »
- 15 h 30 : Débats sur les problèmes d'intégration (Conséquences de la politique gouvernementale, problèmes d'éducation...)
- Buffet avec spécialités asiatiques avec la participation de membres de « Médecins sans frontières » et de personnalités
- 20 h 30 : Grand concert de musique traditionnelle lao



Lyon-Vaise : non à la fermeture de la Rhodia !

De nos correspondants

Lors du comité central d'entreprise, le 24 janvier 1980, la direction de RPT (Rhône-Poulenc Textile) a annoncé la fermeture des usines de Vaux-en-Velin et de Vaise pour la fin de l'année 1980. Comment en est-on arrivé à une telle situation ? Quelles sont les conséquences pour les travailleurs ? Comment faire reculer la direction de RPT ?

C'est le fil d'acétate de cellulose qui a donné naissance à l'usine de Vaise en 1927. Mais c'est surtout à partir de 1944 que se développe l'entreprise et le quartier de Vaise, grâce à la mise au point à Vaise du fil nylon, véritable « poule aux œufs d'or » pour Rhône-Poulenc. En 1966, Rhodia-Vaise emploie plus de 7 400 personnes, auxquelles s'ajoutent 2 000 salariés d'entreprises extérieures.

Mais peu après, les brevets de fabrication du nylon tombent dans le domaine public. Cette production de grande rentabilité attire la plupart des groupes multinationaux qui vont investir en masse dans ce secteur : d'où une certaine surproduction et aussi une moins grande rentabilité.

Aussi, Rhône Poulenc va préférer utiliser ses énormes bénéfices pour racheter la chimie de Saint-Gobain, celle de Progil, la pharmacie de Bellon, de l'institut Mérioux, pour devenir le confortable monopole qu'il est aujourd'hui dans ce domaine.

A partir de cette date, Rhône Poulenc ferme progressivement les ateliers, transfère des productions aboutissant ainsi à une mono-production de fils fins de nylon à Vaise. Tout est fait pour que les productions de la Deutch-Rhodiaceta et de la Visco-Suisse se substituent sur notre marché aux livraisons de Vaise.

Dans le même temps la direction de Rhône-Poulenc choisit l'occasion de se débarrasser d'une main-d'œuvre qui, grâce à sa haute qualification et à sa combativité a acquis de nombreux avantages sociaux et syndicaux.

LA POLITIQUE PATRONALE : «L'ANESTHÉSIE SOCIALE»

La direction a pris garde à ne

jamais annoncer clairement la fermeture de l'entreprise. Son but était soit-disant de conserver 800 personnes « sur des secteurs où elle a une compétitivité suffisante pour pouvoir tourner en entraînant un plan de restructuration de l'usine ».

En réalité, dès 1967, la fermeture de l'usine est déjà programmée.

En décembre 1967, après une période de chômage, dans certains ateliers, la direction licencie 90 travailleurs (elle a choisi parmi les plus combatifs).

Depuis cette date, chez Rhône-Poulenc on ne licencie plus on restructure. Cela signifie :

- blocage de l'embauche depuis 1966 (la plupart des travailleurs ont aujourd'hui entre 40 et 55 ans) ;
- annulation de l'échelle mobile des salaires ;
- mutations ;
- chômage partiel ;
- « pré-retraites » à 58, 57, 56, 55 et maintenant 54 ans. Comme dit un travailleur : tout est fait pour qu'on se considère vieux à 54 ans. Il s'agit en fait de licenciements déguisés, et de mise à la charge de la collectivité par ASSÉDIC interposée de travailleurs pendant 7 à 10 ans et cela avec la bénédiction des pouvoirs publics. (Sur un salaire de 3 000 F, Rhône-Poulenc ne prend à sa charge que 450 F).

Rhône-Poulenc ne regarde pas à la dépense pour se débarrasser du maximum de travailleurs avant l'échéance de décembre 1980 : primes d'encouragement au départ (les indemnités de licenciement se montent à 3 ou 6 millions), toutes sortes d'avantages sont accordés aux candidats à la mutation, facilités de prêts pour ceux qui veulent s'installer à leur compte, indemnisation des stages de formation...

Rhône-Poulenc crée même une société, la Sopran pour soit-

disant faciliter l'implantation des PME sur les sites qu'elle délaisse. (C'est l'opération poudre aux yeux : une vingtaine d'emplois créés à Vaise sur le site de l'usine de Gorge de Loup).

LES CONSÉQUENCES POUR LES TRAVAILLEURS

Il reste aujourd'hui 1 200 personnes à Vaise. Une suppression d'emploi à la Rhodia entraîne 3 suppression en amont et en aval. Pour la plupart des travailleurs c'est l'incertitude du lendemain. La pression exercée sur le personnel est telle qu'on peut constater aussi bien à Vaise qu'à Vaux-en-Velin une progression du nombre des maladies nerveuses.

Pour les « mutés », il faut accepter de voir toute sa vie familiale et sociale perturbée et parfois plusieurs fois de suite. C'est le cas des « administratifs » qui ont connus des déménagements successifs : Vaise, Vénissieux, la Part-Dieu... Paris.

Pour les autres travailleurs du quartier, la fermeture de la Rhodia va accélérer et rendre irréversible le processus de reconversion du quartier tout entier. Déjà, depuis plusieurs années les entreprises ferment, les logements ouvriers sont remplacés par des logements de standing et des réalisations de prestige peu accessibles aux travailleurs (stade toujours fermé, piscine réservée aux champions).

Si les 1 200 emplois qui restent aujourd'hui à la Rhodia disparaissent en douceur, c'est la fermeture assurée pour Rhône-Isère, Claude, etc...

LA LUTTE EST ENCORE POSSIBLE

La Rhodia dispose de peu de stocks. D'autre part elle rencontre des difficultés pour faire certaines fabrications à Arras (DIM refuse le fil très fin fabriqué à Arras, car il y a 2 à 3 fois plus de casse, AVIO refuse une autre catégorie de fils produits à Arras

à cause du nombre élevé de « bouchons »).

Depuis l'annonce de la fermeture, des meetings ont eu lieu à Vaise et des débrayages « tournants » sont organisés par l'intersyndicale CGT-CFDT-FO-CGT. Mais pour que cette lutte soit efficace, certains facteurs sont indispensables.

- Refaire l'unité des travailleurs. La politique patronale a entraîné une mentalité de « chacun pour soi » chez beaucoup de travailleurs. Les divisions sont créées aussi par la difficulté de se voir entre les équipes (les 4/8 et horaires « à la carte » pour ceux de la journée).

Il faut effacer aussi toute une politique de divisions entretenues par les dirigeants syndicaux qui ont trop longtemps fait passer l'intérêt de leurs organisations politiques (PC et PS) avant celui

C'est l'ensemble de l'industrie textile qui est touchée, et malheureusement les usines de Vaise, de Vaux-en-Velin ne sont pas les premières à être fermées, ni les dernières ! Rhône-Poulenc préférant développer ses activités textiles au Brésil, en Espagne, en RFA et en Suisse.

Chacun sait aussi, qu'à peine terminée la restructuration du textile, Rhône-Poulenc prépare la restructuration de la chimie !

- L'unité avec les autres travailleurs du quartier :

C'est l'ensemble des travailleurs de Vaise qui doivent se mobiliser autour des « Rhodia » et plus largement les autres couches de la population qui n'ont pas intérêt à voir le quartier mourir. La journée « porte-ouverte » annoncée pour le 29 février doit-être

Mercredi 13 février, le PCF du Rhône appelait à un meeting devant la Rhodia. 80 à 90 personnes s'étaient mobilisées. Des interventions appelaient les travailleurs de Rhodia « à venir lutter avec les communistes ». Curieuse conception de la lutte, car était-ce le moment de régler les comptes avec les dirigeants du PS et de mettre en avant les divergences PC/PS.

Il faut se poser la question de savoir si le manque de propositions concrètes pour développer la lutte n'est pas en rapport avec le désir du PCF d'apparaître comme le seul à se battre ?

De notre point de vue, le rôle d'un parti communiste serait plutôt de travailler à l'unité des travailleurs, car comment est-il possible de lutter dans la division ? De plus, dans les luttes, les travailleurs peuvent voir par eux-mêmes qui les soutient réellement !

des travailleurs. Pendant plusieurs années, l'objectif à atteindre était la victoire de la gauche aux élections qui aurait permis une nationalisation de la Rhodia, mais est-ce la solution miracle ? Pendant ce temps, des luttes dures comme celle de l'atelier d'étrépage sont restées complètement isolées !

L'UNITÉ D'ACTION

- L'unité d'action au niveau du trust :

une journée de mobilisation pour tout le quartier !

Dès aujourd'hui, il faut refuser les mutations et mobiliser tous les travailleurs de Rhodia Vaise pour des luttes efficaces en cherchant à gagner le soutien de la population du quartier.

(Les renseignements contenus dans cet article proviennent de discussions avec des travailleurs de Rhodia Vaise et d'un document édité par la CGT. « Le Rhône sans textile »).